

AFFAIRE KHALIFA

L'Algérie déboutée en France

Le tribunal d'appel de Paris n'a pas accédé à la demande algérienne d'extrader l'oncle de Moumène Khalifa, Ghazi Kebbache, et Mohamed Nanouche, tous deux ex-cadres du groupe Khalifa, ainsi que son ex-épouse Nadia Amirouchène.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Les trois accusés réclamés par la justice algérienne ont été remis en liberté. La décision prise le 30 janvier dernier sonne comme un désaveu de la justice algérienne, déjà déboutée à plusieurs reprises dans cette affaire.

Le même scénario s'était produit en septembre dernier lorsque ce même tribunal avait mis en liberté provisoire Ghazi Kebbache, ex-P-dg de Khalifa Construction, après avoir procédé quelques jours auparavant, à la remise en liberté de Mohamed Nanouche et de Kebbache. C'est le quotidien arabophone *El Nahar* qui a donné l'information et

qui explique que la décision de la justice française serait motivée par le fait que le dossier serait «totalement vide». Quelques mois auparavant, d'autres quotidiens avaient indiqué que la mise en liberté de ces accusés serait liée à des déclarations faites par l'un des deux accusés.

Kebbache n'aurait, en effet, pas hésité à citer les noms de personnalités algériennes qui auraient bénéficié des largesses de Abdelmoumène Khalifa en échange de facilitations et de protections.

Parmi ces noms, figure celui de Abdelghani Bouteflika, frère du président, avocat de profession, qui aurait bénéficié d'un

appartement sur l'un des plus grands boulevards de Paris. La confirmation par M. Ghazi Kebbache de l'existence de cet appartement et du nom de son propriétaire constitue une première dans la mesure où jusqu'à maintenant, ces informations ont été considérées comme une tentative visant à affaiblir l'entourage du président.

Selon *El Khabar*, M. Kebbache aurait également cité le nom de M. Rachid Maârif, ex-chargé du protocole à la Présidence et actuel ambassadeur d'Algérie à Rome, qui aurait également bénéficié d'une habitation à Paris, avenue de la Grande Armée.

Le témoignage de l'oncle de Moumène Khalifa fait ressortir, par ailleurs, le nom de la fille de M. Larbi Belkheir, actuel ambassadeur d'Algérie à Rabat.

N. I.



Abdelmoumen Rafik Khalifa

Photo : DR

RECETTE PRINCIPALE DE LA GRANDE-POSTE

Six condamnations et deux acquittements prononcés

Mise en délibéré depuis une quinzaine de jours, l'affaire du détournement au niveau de la recette principale de la Grande-Poste d'Alger a connu, hier, son épilogue.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ainsi, le tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed a rendu son verdict condamnant respectivement à sept et cinq ans de prison ferme le receveur principal et deux entrepreneurs.

Des condamnations avec sursis ont été également prononcées à l'encontre des trois caissiers poursuivis dans cette affaire, dont deux ont écopé de dix-huit mois et le troisième de six mois avec

sursis. Deux acquittements ont été prononcés par la même instance respectivement en faveur du caissier principal, M. Marifi Mohamed et du secrétaire général du syndicat de la recette principale M. Bouziane Mohamed Naguib. L'acquiescement prononcé en faveur de ces deux derniers a créé une ambiance particulière au sein du tribunal. Une ambiance caractérisée par une explosion de joie exprimée par les parents,

proches, amis et collègues. La salle d'audience, qui s'est avérée, en la circonstance, trop exiguë pour contenir la nombreuse foule s'est transformée en l'espace de quelques minutes en salle des fêtes.

Pour un grand nombre de présents, cet acquiescement du caissier principal et du secrétaire général du syndicat était «attendu dans la mesure où les deux personnes n'ont rien à voir dans cette affaire».

Selon d'autres témoignages, «la justice a bien vu et les acquiescements prononcés sont conformes à la réalité.

C'est le cas notamment du secrétaire général du syndicat, connu pour ses qualités professionnelles et humaines. Sa réhabilitation par la justice n'est que la conséquence d'une logique qui a jusque-là caractérisé ce véritable représentant des travailleurs».

Il est à noter que le représentant du ministère public avait requis des peines allant de deux à huit ans de prison ferme contre les huit personnes poursuivies dans cette affaire.

A. B.

JUSTICE / PRESSE

Des journées thématiques pour les journalistes

Le ministère de la Justice lancera à compter du 14 février prochain des journées thématiques à l'intention des journalistes algériens. Durant ces journées portes ouvertes, des conférences seront organisées à l'intention des hommes et des femmes de la corporation dans toutes les cours du pays. Pas moins de 6 thèmes seront abordés. Ils intéressent les journalistes, vu qu'ils leur permettront de prendre connaissance de l'organisation judiciaire de notre pays et de mieux cerner le fonctionnement de la justice. Il sera question, selon les directives du département de M. Tayeb Belaiz, de thèmes pouvant aider les journalistes «d'une part, à avoir un meilleur éclairage notamment lorsque ils auront à accomplir leur mission se rapportant à une action de justice et d'autre part, à connaître les éléments constitutifs du délit de presse, pour les aider dans l'accomplissement de leur travail», affirme une source judiciaire.

En effet, le dernier thème programmé le 13 mars se rapporte aux éléments constituant le délit de presse du point de vue judiciaire. Il est en outre question du pouvoir et de l'organisation judiciaire, de l'organisation et des fonctions judiciaires, de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif, du statut et des fonctions des magistrats, des tâches des auxiliaires de justice...

Ces journées seront organisées chaque jeudi matin (du 14 février au 13 mars) aux sièges des cours de chaque circonscription judiciaire. Il y a lieu de rappeler que cette action répond aux soucis de la section du SNJ de Boumerdes qui avait émis le vœu de voir des magistrats donner des conférences thématiques à l'intention des journalistes et correspondants locaux sur des sujets pouvant les aider à mieux maîtriser le fonctionnement du système judiciaire algérien.

Abachi L.

A. B.

AFFAIRE DE L'EX-CONSEILLER DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le verdict reporté au 17 février prochain

Attendu pour la journée d'hier, le verdict de l'affaire de l'ex-conseiller du président de la République et ex-président de l'association des zaouïas d'Algérie ne sera connu que le 17 février prochain, a-t-on appris hier auprès de la cour d'Alger.

La décision rendue publique par le président de la chambre criminelle serait liée au fait que les membres du jury veulent disposer de «suffisamment de temps pour statuer sur ce dossier».

Pour rappel, cette affaire avait été traitée par la cour d'Alger en appel, après le premier procès qui a eu lieu en juin dernier au niveau du tribunal correctionnel d'Alger. Le procès en appel, qui a eu lieu le 14 janvier dernier, a été

marqué par l'absence de M. Kaddour Gouaiche. Poursuivies pour escroquerie et complicité dans la passation illicite de marchés publics, neuf personnes au total ont été entendues par la justice pour la seconde fois dans cette affaire. Il est à rappeler que l'avocat général a requis un durcissement des peines à l'encontre des mis en cause dans cette affaire.

Une affaire qui a tenu l'assistance en haleine, puisque à travers ses questions, le juge a essayé d'établir un lien direct entre les différents mis en cause dans cette affaire et l'ex-président de l'association des zaouïas d'Algérie.

Les avocats de la défense ont plaidé non-coupable, arguant que leurs clients n'ont pu toucher de pots-de-vin — ou même en octroyer — puisqu'il n'existe

aucune preuve concrète qui confirme ces actes de corruption.

Les P-V d'auditions sont, selon les avocats, les seules pièces de ce dossier. Le représentant du ministère public avait soutenu quelques minutes auparavant tout à fait le contraire.

En effet, le procureur général développait, lors de son intervention, un argumentaire qui, selon lui, «aujourd'hui, nous sommes face à la problématique suivante : les prévenus ont avoué des faits lors de la phase d'audition».

Leurs propos correspondent à des actes bien précis. Mais aujourd'hui, ils rejettent en bloc les aveux faits précédemment», dira-t-il en dénonçant «la fuite en avant» des prévenus.

A. B.